

Tendances mondiales des salaires: la grande convergence?

Patrick Belser

Salaires moyens

La crise financière et économique a approximativement réduit de moitié la croissance des salaires à l'échelle mondiale en 2008 et 2009. Sur la base d'un échantillon qui couvre une bonne partie des 1,4 milliard de salariés dans le monde, le *Rapport mondial sur les salaires 2010/11*¹ constate que la croissance mondiale des salaires mensuels réels s'est ralentie, passant de 2,7 et 2,8 pour cent sur les deux années précédant la crise (2006 et 2007) à 1,5 et 1,6 pour cent en 2008 et 2009. Si la Chine – où les données ne couvrent que les «unités urbaines» à forte croissance – est exclue de l'échantillon, la croissance moyenne des salaires baisse, passant de 2,1 et 2,2 pour cent avant la crise à 0,8 et 0,7 pour cent en 2008 et 2009. En 2010, les résultats préliminaires donnent à penser que les salaires ont commencé à se redresser, mais pas aussi vite que les bénéfices et qu'ils n'ont pas encore atteint les niveaux d'avant la crise. D'une manière générale, les salaires ont été plus durement touchés dans les pays développés que dans les pays en développement.

Ce coût de la crise à court terme pour les travailleurs doit être compris dans le contexte d'une tendance à la convergence des salaires sur le long terme dans l'ensemble des régions. Le tableau 1, tiré du *Rapport mondial sur les salaires 2010/11*, montre que si les salaires moyens ont plus que doublé en Asie depuis 1999 et plus que triplé en Europe orientale et en Asie centrale (ce qui reflète en partie l'ampleur de la baisse des salaires durant les années 1990), les salaires ont stagné dans les pays avancés, n'augmentant que d'environ 5,2 pour cent en termes réels sur l'ensemble de la décennie. C'est moins que le taux de croissance des salaires chinois sur une année. Bien entendu, le seuil de référence par rapport auquel les salaires chinois croissent demeure bien plus bas. Le travailleur américain moyen gagne encore en à peu près un mois ce qu'un travailleur chinois du secteur privé gagne en un an. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que l'écart se réduit et que la crise – ainsi que la lenteur du redressement salarial à l'Ouest – a provoqué une accélération de cette convergence.

Tableau 1 Croissance cumulée des salaires, par région depuis 1999
(1999 = 100)

	1999	2006	2007	2008	2009
Pays avancés	100	104,2	105,0	104,5	105,2
Europe centrale et orientale	100	144,8	154,4	161,4	161,3
Europe orientale et Asie centrale	100	264,1	308,9	341,6	334,1
Asie	100	168,8	180,9	193,8	209,3*
Amérique latine et Caraïbes	100	106,7	110,3	112,4	114,8
Afrique	100	111,2*	112,8*	113,4**	116,1**
Moyen-Orient	100	101,9*	102,4*
Monde	100	115,6	118,9	120,7	122,6

* Estimation provisoire / ** Estimation approximative / ... Pas d'estimation disponible

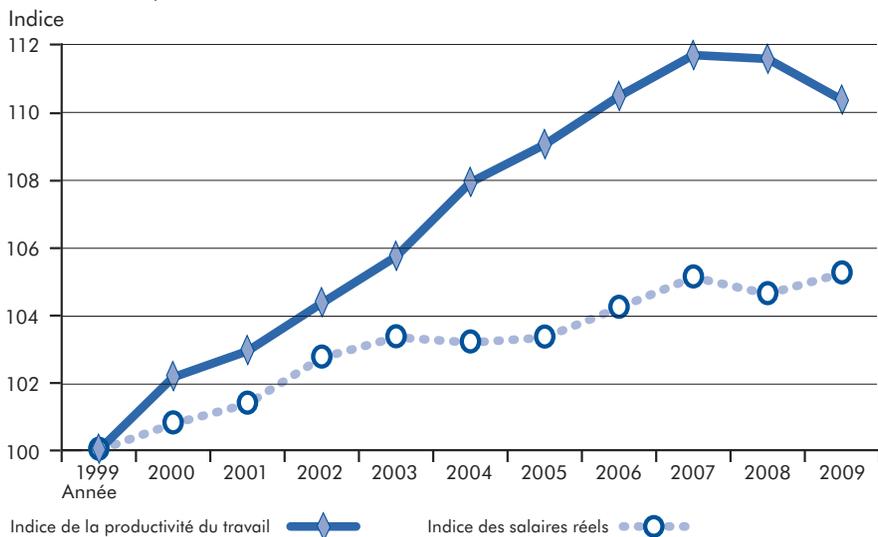
Source: Base de données mondiale du BIT sur les salaires.

productivité du travail dans les régions en développement. Le découplage entre la hausse de la productivité et la croissance des salaires dans les pays avancés constitue un autre facteur. Selon un calcul (voir la figure 1), tandis que les salaires moyens dans les pays avancés ont augmenté de 5,2 pour cent sur la dernière décennie, la productivité du travail a augmenté de 10,3 pour cent. Autrement dit, les salaires n'ont augmenté que moitié moins vite que la productivité du travail. Une simulation indique que si les salaires avaient augmenté aussi vite que la productivité, les salaires moyens dans les pays avancés auraient pu passer d'environ 2 864 dollars EU par mois en 1999 à 3 158 dollars EU en 2009 au lieu de 3 012 dollars EU seulement (les chiffres sont exprimés en dollars PPA 2009). Si l'on répartit ce découplage sur tous les salariés, on peut donc estimer qu'il a coûté aux travailleurs des pays avancés des centaines de milliards de dollars en pertes de salaires sur l'ensemble de la décennie. Pour être exact, ces ressources n'ont pas été perdues pour tout le monde, puisqu'elles ont alimenté les bénéfices et l'investissement. Mais cette redistribution a certainement limité la consommation des ménages non fondée sur le crédit, et elle explique au moins partiellement les taux d'intérêt bas dont certains pays avaient besoin avant la crise pour maintenir la consommation.

La crise des faibles rémunérations

Les pertes subies sur le long terme n'ont pas été également réparties entre tous les travailleurs. Ceux qui ont le plus souffert du découplage sont les travailleurs qui se situent au milieu et en bas de l'échelle des salaires. Ceux qui se trouvent en haut s'en sont mieux sortis, comme l'indique l'écart croissant entre le

Figure 1 Indice des salaires et de la productivité annuels
Pays avancés 1999-2009



Note: Comme les indices expriment une moyenne pondérée, l'évolution dans les trois économies avancées les plus importantes (Etats-Unis, Japon et Allemagne) a une incidence particulière sur ces résultats.

saire moyen et le salaire médian dans beaucoup de pays et comme l'illustrent parfaitement les primes conséquentes que touchent les présidents-directeurs généraux dans le monde aujourd'hui. Tandis que les membres de l'élite très éduquée se sont transformés en «superstars» mondiales, les travailleurs dotés de compétences ordinaires sont devenus les victimes de la compression des coûts de main-d'œuvre qui est intervenue dans le monde entier.

Les pertes subies sur le long terme n'ont pas été également réparties entre tous les travailleurs

C'est en bas de l'échelle des salaires que la situation s'est le plus détériorée, comme le révèle l'augmentation régulière de la part des travailleurs «faiblement rémunérés», définie comme la proportion de travailleurs dont le salaire horaire est inférieur aux deux tiers du salaire médian calculé sur tous les emplois. Les chiffres les plus récents montrent que, depuis la seconde moitié de la décennie 1990, la part de la faible rémunération relative a augmenté dans 25 pays sur 37. Dans les pays avancés, environ un travailleur sur cinq, soit à peu près 80 millions d'individus, perçoit aujourd'hui une faible rémunération. Au niveau des pays, l'incidence de l'emploi à bas salaire continue de varier considérablement. Lorsqu'on prend en considération les travailleurs à

C'est en bas de l'échelle des salaires que la situation s'est le plus détériorée

plein temps, l'incidence de l'emploi à bas salaire varie de moins de 10 pour cent en Suède et en Finlande à environ 25 pour cent aux Etats-Unis et en République de Corée.

Mais la faible rémunération n'est pas un problème qui touche seulement les économies développées. Des études de cas montrent que le travail faiblement rémunéré a aussi augmenté ces dernières années dans plusieurs pays en développement, par exemple en Chine, en Indonésie ou aux Philippines. Ce qui diffère, bien entendu, c'est le contexte, qui est bien plus dynamique dans les économies émergentes. Si la faible rémunération dans les pays avancés est souvent le résultat d'une stagnation ou d'une baisse des revenus en bas de l'échelle, dans les pays en développement à forte croissance, elle est davantage liée à la progression rapide de la classe moyenne. Mais cela ne veut pas dire que la faible rémunération n'est pas un enjeu politique dans les économies émergentes. La contestation ouvrière qui s'est manifestée dans les usines chinoises en 2010 a montré que les travailleurs faiblement rémunérés s'attendaient à ce que leur situation reflète le progrès social et économique général.

Options de politique économique

Les tendances des salaires semblent rappeler le processus complexe de l'intégration mondiale, par lequel les salaires moyens convergent vers les niveaux (stagnants) des pays avancés et l'inégalité entre les salariés du haut de l'échelle et ceux du milieu, et entre les salariés du milieu de l'échelle et ceux du bas, augmente presque partout, avec bien sûr quelques exceptions. Cette tendance souligne néanmoins l'importance de la coordination internationale pour les questions liées aux salaires. Le problème de l'action collective est particulièrement aigu dans la zone euro, où toute tentative de la part d'un pays de lier plus étroitement les salaires à la croissance de la productivité entraîne immédiatement une baisse de la compétitivité extérieure vis-à-vis de l'Allemagne, pays qui fait figure de champion avec une baisse réelle du salaire moyen de 4,5 pour cent sur les dix dernières années en dépit d'une (modeste) hausse de la productivité du travail. En dehors de la zone euro, la compression des salaires en Chine limite de la même façon les possibilités d'augmentation des salaires dans les autres économies émergentes.

Au niveau national, il faut encourager les pays à apporter un soutien aux travailleurs faiblement rémunérés au moyen d'une combinaison de salaires minima et de transferts de revenu. Les salaires minima peuvent contribuer de manière décisive à la justice sociale. Au Royaume-Uni par exemple, le salaire minimum a été désigné dans une enquête réalisée en 2010 par des experts britanniques comme la mesure gouvernementale qui a donné les meilleurs résultats sur les trente dernières années². Dans cette enquête, une politique efficace est définie comme

une politique dont la mise en œuvre se déroule de façon satisfaisante, qui a des conséquences sociales et économiques positives, et qui peut être maintenue dans le temps. La conclusion sans doute la plus importante est que l'impact négatif sur les emplois au Royaume-Uni que d'aucuns craignaient ne s'est pas concrétisé. Les effets positifs du salaire minimum ont été renforcés par la prime pour l'emploi, un système de «prestations dans le cadre de l'emploi» qui réduit l'impôt pour les travailleurs faiblement rémunérés qui travaillent au minimum seize heures par semaine. Les salaires minima et les «prestations dans le cadre de l'emploi» sont complémentaires car, en l'absence des premiers, les entreprises peuvent se sentir libres de faire passer certains coûts de main-d'œuvre en crédits d'impôt.

Le salaire minimum peut également avoir une incidence positive dans les pays en développement. Au Brésil, pays où l'économie informelle occupe une place importante, les deux politiques auxquelles on attribue le plus souvent le mérite de la forte baisse de la pauvreté et de l'inégalité sur la dernière décennie sont la Bolsa familia – un programme de transferts monétaires subordonnés à la scolarisation effective des enfants – et le salaire minimum national qui a été remis en vigueur depuis 1995. Même le journal *The Economist* reconnaît aujourd'hui qu'«en stimulant la demande intérieure, ces politiques ont aussi contribué à la croissance économique»³. Dans des pays comme l'Inde, des salaires minima sont établis parallèlement à des mécanismes de garantie de l'emploi qui fixent un plancher pour les salaires. Une simulation montre que si la couverture des salaires minima était étendue à tous les salariés indiens au lieu d'être confinée à un groupe restreint, cela pourrait relever les revenus des 76 millions de salariés faiblement rémunérés et de travailleurs occasionnels⁴.

Notes

¹ BIT – Bureau international du Travail, 2010. *Rapport mondial sur les salaires 2010/11*. Disponible à: http://www.ilo.org/travail/areasofwork/lang—fr/WCMS_DOC_TRA_ARE_WAGE_FR/index.htm

² Voir http://www.instituteforgovernment.org.uk/pdfs/PSA_survey_results.pdf.

³ «Lula's legacy», 30 septembre 2010.

⁴ Belser, P.; Rani, U. (2010), *Extending the coverage of minimum wages in India: Simulations from household data*, BIT Conditions de travail et d'emploi, Série n° 26, (Genève, BIT).

Patrick Belser est le principal rédacteur du Rapport mondial sur les salaires du BIT. Avant de s'intéresser aux salaires, il a passé cinq ans au Programme de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail et a codirigé l'ouvrage Forced Labor: Coercion and Exploitation in the Private Economy (Lynne Rienner, 2009). Il a obtenu son doctorat à l'Institute of Development Studies dans le Sussex. Avant de rejoindre le BIT, il a travaillé à la Banque mondiale au Viet Nam et au Secrétariat des affaires économiques à Berne (Suisse).